

LES RUPTURES CONJUGALES

Le Droit de la Séparation du couple

Francine Summa

Francine Summa

Les Ruptures conjugales

Le Droit de la Séparation du couple

© Francine Summa, 2020

ISBN numérique : 979-10-262-6767-6

Librinova”

Courriel : contact@librinova.com

Internet : www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l’auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

LES RUPTURES CONJUGALES

TOUTES LES RUPTURES CONJUGALES :

- DIVORCE PAR CONSENTEMENT MUTUEL : DCM
ENREGISTRÉ CHEZ LE NOTAIRE
- DIVORCE JUDICIAIRE : RÉFORME AU 1er
JANVIER 2021
- PACS
- UNION LIBRE
- VIOLENCES CONJUGALES
- MÉDIATION FAMILIALE POUR UNE RUPTURE
RAISONNÉE
- PREDICTIVE : PRÉVOIR LA RUPTURE : CONTRAT
DE VIE COMMUNE

PRÉSENTATION

Pourquoi aborder les ruptures conjugales ?

Et pourquoi, ruptures conjugales ?

Pour deux raisons :

- La première, en raison de la réforme de la procédure de divorce qui permet de se passer du Juge - le divorce par consentement mutuel - DCM- et pour le divorce «judiciaire » devant le Juge aux affaires familiales , se passe suivant une procédure allégée et plus rapide en regroupant tant le divorce que la liquidation matrimoniale et en permettant de divorcer sans attendre des années.
- La seconde, en raison de l'évolution des mœurs, la réduction du mariage et donc du divorce au profit du PACS ou d'aucune forme institutionnelle, rendant le lien conjugal très fragile, provoquant des ruptures plus ou moins agressives et même violentes.
- La troisième étant l'importance de la protection de la victime de violences conjugales en raison du nombre d'affaires criminelles provoquées à l'occasion de la séparation du couple ayant donné plusieurs Lois à ce sujet.

Trois grandes parties seront traitées :

I Les ruptures instituées : divorce pour le mariage, rupture de Pacs pour le Pacs, la convention parentale (résidence des enfants, contribution des parents à leur entretien et leur éducation) applicable en présence d'enfants mineurs quel que soit la situation des parents).

II Les ruptures non instituées : union libre sans garanties et violences conjugales

III Les ruptures raisonnées : la médiation, le contrat de vie commune

CHAPITRE 1 : LES RUPTURES

INSTITUTIONNELLES :

DIVORCE - SÉPARATION DE CORPS - PACS

SITUATIONS CONJUGALES OU LA LOI FRANÇAISE S'APPLIQUE

La loi française s'applique quand le couple réside habituellement en France même s'ils sont étrangers. Le domicile commun est le critère d'applicabilité de la Loi française.

La loi nationale des époux est aussi un critère s'ils sont de même nationalité et s'ils se sont mariés dans leur pays. Mais ils peuvent choisir d'un commun accord la loi du pays dans lequel ils vivent.

Il faut réserver les conventions internationales en vigueur avec la France. Le Règlement Bruxelles 2 bis prévoit que la résidence habituelle des époux est le critère de rattachement.

La Loi Française a institué deux modes d'union conjugale :

- Le mariage civil - union d'un homme et d'une femme ou de deux personnes de même sexe depuis la Loi du 17 mai 2013 (article 143 du Code Civil),
- Le PACS- pacte civil de solidarité (Articles 515-1 à 515-7 du code Civil), convention par laquelle deux partenaires de sexe différent ou de même sexe, organisent leur vie commune.

Le PACS avait été conçu pour répondre à la demande du mariage dit homosexuel. Le PACS permettait d'octroyer aux partenaires d'avoir des droits sociaux, des avantages fiscaux en matière successorale mais moindres que ceux du mariage. La souplesse des formalités pour conclure un pacs et de le dissoudre ont contribué au succès encore actuel de cette convention malgré l'institution du mariage entre personnes de même sexe voté en 2013 . Les personnes de sexe différent privilégient cette convention en raison de cette souplesse.

1-1 AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DU MARIAGE EN CAS DE RUPTURE

Les avantages du mariage sont connus : Le mariage est une INSTITUTION, un roc légal et aussi contractuel en ce qui concerne le régime des biens- sur lequel les époux s'engagent sans limitation de durée - pour la vie- pour fonder une famille avec des enfants qui s'intégrera dans l'histoire généalogique de leurs familles respectives. Le mariage est le fondement de la société, de la nation.

Les formalités du mariage montrent l'importance de cette institution. En France, le mariage est républicain, on se marie à la mairie. Les cérémonies religieuses en France 'n'ont pas de valeur juridique. Il est interdit de se marier à l'église avant de passer devant le Maire. Publication des bans, deux témoins, acte de mariage signé par les deux époux présents, enregistré dans le registre des mariages au service de l'état-civil, et inscrit en marge de l'acte de naissance des époux de leur mairie de naissance. Au service central de l'état-civil de Nantes si les époux sont étrangers.

Les droits des époux sont très importants. Le statut légal qui est la base obligatoire consacre l'égalité des époux, notamment en ce qui concerne l'autorité familiale en ce qui concerne l'éducation des enfants. Le droit de 'épouse de travailler sans avoir l'autorisation de son mari (dans la Loi en 1965), d'avoir des revenus professionnels personnels, l'obligation aux dettes du mariage si les deux époux ont signé l'acte juridique (prêt, achat à crédit...), la protection du domicile conjugal insaisissable en effectuant un certain formalisme (très important en cas d'activité indépendante ou commerciale), l'obligation d'assistance du conjoint à l'égard de son conjoint, l'obligation alimentaire.

Lors du décès d'un époux, le veuf ou la veuve a un droit au maintien au domicile conjugal pendant un an après le décès du conjoint. Les droits fiscaux privilégiés à la succession. Le droit du conjoint à une part en propriété et en usufruit dans la succession de son mari.

LA RUPTURE DANS LE MARIAGE

Plusieurs options sont possibles en fonction des situations du couple :

- La séparation de fait :

Les époux vivent une crise. Pour diverses raisons, souvent financières et/ou en raison des enfants, ils décident de rester mariés mais de vivre séparés. Souvent, le mari fait sa valise, vit mal dans son entreprise, son bureau si c'est possible. Cette situation est provisoire, car le père ne peut pas recevoir ses enfants. Il faudra soit pérenniser cette situation en confortant les conditions de vie - location d'un logement décent pour recevoir les enfants- en prenant soin de rédiger une convention entre les époux de contribution aux charges du mariage qui comprend toutes les charges du ménage y compris les frais de scolarité.

+>La contribution aux charges du mariage (Articles 212 à 226 du Code Civil)

Instituée en cas de manquement d'un époux à subvenir aux besoins du ménage, en corollaire à l'obligation alimentaire de l'époux à l'égard de son conjoint et de ses enfants, cette procédure est simple, dispensée du ministère d'un Avocat. Il faut remplir un formulaire et joindre les documents demandés : acte de mariage, acte de naissance des enfants, justificatifs des ressources y compris les allocations et indemnités, et des charges- loyers, charges de copropriété, frais de scolarité, budget mensuel...).

Les formulaires peuvent se prendre au greffe du Tribunal Judiciaire ou de proximité s'il en existe un. Le formulaire peut se télécharger sur le site service public. Cerfa n°11525*07 ou du Ministère de la Justice.

Mais, un accord sur cette base peut être trouvé entre les époux dans le cadre d'une médiation familiale. Ce qui permet de bien étudier tous les aspects de la situation familiale. L'accord signé aura le même effet qu'une décision judiciaire en le demandant au Juge aux affaires familiales.

Le Jugement ou l'accord sont modifiables en cas de changement de situation des époux suivant la même procédure.

La force exécutoire permet de faire saisir les salaires, le ou les comptes en banque de l'époux débiteur. En dernier recours, le Trésor Public pourra rechercher le débiteur et le saisir.

Il est évident que si le débiteur- souvent le mari- organise son insolvabilité, il faudra engager une action pénale.

Et engager une procédure de divorce ou de séparation de corps.

1-2 LE DIVORCE OU LA SÉPARATION DE CORPS

La différence entre le divorce et la séparation de fait est dans la dissolution du lien du mariage dans le divorce et non dans la séparation de corps. On dit que la séparation de corps est le divorce des catholiques car le lien du mariage est maintenu. L'obligation de fidélité demeure mais les patrimoines et les effets financiers de la séparation de corps sont ceux du divorce.

Les Procédures du divorce

La Loi n°2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice a simplifié les procédures de divorce. Elle entrera en vigueur le 1er janvier 2021. Les requêtes présentées avant cette date demeureront soumises à la Loi ancienne. Le décret n°2019-1380 du 17 décembre 2019 a complété la Loi.

LA MÉDIATION FAMILIALE : PASSAGE OBLIGÉ AVANT TOUTE PROCÉDURE

La médiation familiale est obligatoire avant d'engager une procédure de divorce. Cela ne concerne pas le divorce par consentement mutuel puisque les époux sont d'accord sur tous les plans : financier et enfants.

La médiation familiale est un processus qui permet de trouver des accords avec l'assistance d'un médiateur lequel permet des échanges relationnels avec les époux dans un cadre confidentiel. (Voir infra sur la médiation familiale).

L'engagement de la procédure suppose que les époux ont été en médiation et n'ont pas trouvé d'accord.

Il devra être joint une attestation de participation à une réunion d'information à la médiation ou une attestation de médiation non suivie d'effet.